L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

NOUVELLE-ORLÉANS, MERCREDI MATIN, 13 JUILLET 1870.

43me Année—Vol. XLIII.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI MATIN, 13 JUILLET.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Environ Tourné, aux Importers' Bended Warehouse—cordiaux.—Ayant, vin rouge, cognac champagne.
J. Dejan, Jr, à sa salle de ventes, rue Gravier No 18—Meubles et plantes.
Hoffman, Marks & Co., au No 36 de la rue de Chartres—Marchandises sèches et lingerie.

ATTENTION !

Vente ce jour, à 10 1/2 heures A. M., aux Importers Bonded Warehouse, de vin, cognac, sardines, &c.
Voir avis d'encan par Eug. Tourné.

France et Prusse.

Lorsque M. de Bismarck vint, en 1865, à Biarritz proposer à Napoléon III un pacte d'alliance contre l'Autriche, l'Empereur des Français refusa. Que Napoléon ait regretté ce refus depuis, cela est probable, mais il ne saurait plus en réparer les conséquences, cela est certain. La politique expectative est quelquefois une force, mais elle peut être aussi une cause de faiblesse. Napoléon III évidemment croyait à une guerre prolongée entre l'Autriche et la Prusse et il voulait se réserver d'intervenir d'un côté ou de l'autre pour faire pencher la balance dans le sens qu'indiquaient les intérêts politiques de la France. Surpris par l'éclatante victoire de Prusse à Sadowa, il a fait un coup de tête en obtenant de l'Autriche, victorieuse de l'Italie à Custozza, qu'elle cédât l'Italie à cette dernière puissance. On a trop apprécié à sa juste valeur cette intervention diplomatique qui a peut-être fait l'Empire antrichien d'une destruction complète.

Et cette la France eût-elle pu faire plus que ce qu'a fait une intervention active, et empêcher laissa la Prusse annexer toutes les provinces du Nord, embrasser tout le Nord, et elle allait devenir une puissance maritime, obtenant sa domination sur les mers des côtés de la presqu'île dont les Danois forment la base et où abondent la Hollande et le Luxembourg à profit de façon à être maîtresse des rives du Rhin. Les organes de la politique prussienne allaient, dans leurs rêveries, jusqu'à réclamer l'Alsace et la Lorraine comme des provinces dépendantes de la nationalité allemande.

Les prétentions maritimes de la Prusse devaient une cause d'inquiétude pour l'Angleterre, car elles ne tendaient à rien moins qu'à faire de la Baltique une mer toute allemande, et il ne peut convenir à la politique russe de laisser une puissance de premier ordre s'emparer de la mer qui conduit à St-Pétersbourg. De cette jalousie nous avons eu une récemment dans le refus fait par la Prusse d'aller assister aux évolutions de l'escadre russe dans un des ports de la Baltique. La Prusse aurait fort de compter en cas de guerre sur la Russie.

Au avis de la France, l'attitude prussienne était plus qu'une cause d'anxiété, elle équivalait à une menace toujours imprévue. Ne voulant pas se renfermer dans un cercle de fer, la France a, en 1866, réclamé, en vain, des détraitements du Luxembourg du Rhin. On crut un moment à la guerre entre la Prusse, embarrassée par la réunion intérieure auquel elle était, recula devant l'éventualité d'une telle guerre. Elle céda et évacua les forts du Luxembourg. C'était une revanche de Sadowa pour la France.

Dans cette affaire, la Prusse a entreprit un véritable travail de taupe pour isoler la France de galeries diplomatiques souterraines qui l'isolaient complètement en Europe. Si habile que soit M. de Bismarck, il n'a pu donner le change sur ses intentions. Le duc gouvernements, conséquemment, en apparence, les meilleurs relations, ont cependant protestant de leurs intentions pacifiques, ne s'en sont pas moins à un travail de mines souterraines, dont le secret est enfoui dans les cartons de la diplomatie. Mais le public, sans être dans le secret, savait que toutes ces menées étaient à une guerre.

La Prusse ne négligeant aucune occasion de surexciter le sentiment allemand en faveur de l'unité de la patrie, depuis et quatre ou cinq fois par an, quelque chose nous gratifiait de quelques cours où il ne manquait pas de paraphrases et des destinées de la Allemagne. C'était une menace provocation passées à l'état chronique.

Que nous l'avons dit, on pourrait croire que la candidature de Léopold de Hohenzollern, prise en elle-même, ne fournit un prétexte suffisant à la France pour faire la guerre à la Prusse ; mais il ne faut pas oublier que cette candidature n'est le complément d'une série de menaces du gouvernement français et encore dévoilées, à l'exception faite du St Gothard. La France, sa plus grande adversaire actif et remuant, est, tôt ou tard, appelée à avoir appuyait attendre que cet adversaire lui fournit un prétexte de la saisir. Il voulait l'empêcher. La Prusse a pas ses aspirations. Elle voulait constituer l'Empire d'Allemagne en y faisant les provinces du Sud comme elle annexé celles du Nord, et elle allait devenir une puissance maritime, obtenant sa domination sur les mers des côtés de la presqu'île dont les Danois forment la base et où abondent la Hollande et le Luxembourg à profit de façon à être maîtresse des rives du Rhin. Les organes de la politique prussienne allaient, dans leurs rêveries, jusqu'à réclamer l'Alsace et la Lorraine comme des provinces dépendantes de la nationalité allemande.

Les prétentions maritimes de la Prusse devaient une cause d'inquiétude pour l'Angleterre, car elles ne tendaient à rien moins qu'à faire de la Baltique une mer toute allemande, et il ne peut convenir à la politique russe de laisser une puissance de premier ordre s'emparer de la mer qui conduit à St-Pétersbourg. De cette jalousie nous avons eu une récemment dans le refus fait par la Prusse d'aller assister aux évolutions de l'escadre russe dans un des ports de la Baltique. La Prusse aurait fort de compter en cas de guerre sur la Russie.

Au avis de la France, l'attitude prussienne était plus qu'une cause d'anxiété, elle équivalait à une menace toujours imprévue. Ne voulant pas se renfermer dans un cercle de fer, la France, en 1866, réclama, en vain, des détraitements du Luxembourg du Rhin. On crut un moment à la guerre entre la Prusse, embarrassée par la réunion intérieure auquel elle était, recula devant l'éventualité d'une telle guerre. Elle céda et évacua les forts du Luxembourg. C'était une revanche de Sadowa pour la France.

Dans cette affaire, la Prusse a entrepris un véritable travail de taupe pour isoler la France de galeries diplomatiques souterraines qui l'isolaient complètement en Europe. Si habile que soit M. de Bismarck, il n'a pu donner le change sur ses intentions. Le duc gouvernements, conséquemment, en apparence, les meilleurs relations, ont cependant protestant de leurs intentions pacifiques, ne s'en sont pas moins à un travail de mines souterraines, dont le secret est enfoui dans les cartons de la diplomatie. Mais le public, sans être dans le secret, savait que toutes ces menées étaient à une guerre.

La Prusse ne négligeant aucune occasion de surexciter le sentiment allemand en faveur de l'unité de la patrie, depuis et quatre ou cinq fois par an, quelque chose nous gratifiait de quelques cours où il ne manquait pas de paraphrases et des destinées de la Allemagne. C'était une menace provocation passées à l'état chronique.

Que nous l'avons dit, on pourrait croire que la candidature de Léopold de Hohenzollern, prise en elle-même, ne fournit un prétexte suffisant à la France pour faire la guerre à la Prusse ; mais il ne faut pas oublier que cette candidature n'est le complément d'une série de menaces du gouvernement français